

Cette bataille idéologique intense
ne rencontre pas beaucoup d'obstacles politiques.

La banalisation des conséquences sociales de la politique du capital est entrée dans les mœurs des partis politiques, c'est à celui qui proposera le meilleur financement des associations qui luttent contre la faim, qui proposera de multiplier les hébergements pour les sans-domicile-fixe, qui proposera de multiplier les initiatives en faveur de la recherche médicale etc.

Les débats sur ces questions alimentés par les partis politiques visent à masquer les responsabilités. Ils se disputent sur les mesures à prendre pour gérer une situation créée par une politique qu'ils soutiennent tous.

Leur objectif c'est donner l'apparence d'un désaccord avec la politique actuelle pour exister, pour offrir une alternance future au pouvoir actuel déjà usé par 18 mois d'austérité renforcée.

Le Rassemblement National (ex Front National) et **la droite classique** parlent aujourd'hui le même langage.

Le Parti Socialiste disparaît du paysage politique.

Le Parti Communiste est en grande difficulté, son action politique est remise en cause mais c'est pour aller plus loin encore dans le reniement de ses origines et le renforcement de sa politique de gestion du capital.

Mélenchon et son mouvement représente de moins en moins le mécontentement populaire dont il voulait se faire le porte-drapeau. Tout ce petit monde cherche à s'organiser au mieux, à recomposer les forces dont ils disposent avec d'autres pour offrir la meilleure relève possible à la politique actuelle sans y toucher.

Tous ne pensent qu'aux échéances électorales qui représentent pour eux le summum de la démocratie, sauf que nous sommes en régime capitaliste et que la « démocratie » est sous sa domination.

Toute cette bataille idéologique vise à éviter le vrai débat sur les causes, les responsabilités.

La France est un pays riche, très riche mais dont la population s'appauvrit : 5 millions de personnes ont moins de 855 € par mois pour vivre, 9 millions moins de 1026 € par mois, et pourtant 2400 milliards d'euros de richesses sont produites chaque année et ce chiffre est en constante évolution année après année. Voilà où il faut porter le débat : qui s'accaparent les richesses produites ? A quoi sont-elles utilisées ? Pour quoi faire ?

Des moyens considérables existent pour développer une Sécurité Sociale au service de la santé du peuple, gérée par les assurés, contrôlée par des élus. Créer, développer des services publics pour répondre aux besoins des habitants des collectivités territoriales. Développer une éducation nationale, un enseignement supérieur, une recherche scientifique, médicale et technique au service du progrès social, du développement humain. Répondre aux revendications sociales des travailleurs et du peuple. Répondre aux besoins d'investissements nombreux à réaliser dans les infrastructures, les transports, l'industrie...Pour cela, il faut prendre et maîtriser les leviers économiques, le secteur bancaire.